



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 15 mai 1967,  
à 11 h 5

NEW YORK

## S O M M A I R E

## Point 18 de l'ordre du jour:

Jumelage des villes en tant que moyen de coopération internationale. . . . .

Page

7

Président: M. Milan KLUSÁK  
(Tchécoslovaquie).

## Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Inde, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afrique du Sud, Danemark, République socialiste soviétique d'Ukraine, Sénégal, Yougoslavie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

## POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

## Jumelage des villes en tant que moyen de coopération internationale (E/4309)

1. Le **PRESIDENT** rappelle la décision prise lors de la séance précédente à propos du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/4360) et invite les représentants de la Fédération mondiale des villes jumelées (F.M.V.S.) et de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UIV) à prendre place à la table du Conseil.

2. M. WEIL-CURIEL (Fédération mondiale des villes jumelées) dit que la Fédération mondiale des villes jumelées, qui groupe maintenant 1 000 villes réparties dans 64 pays, va bientôt célébrer son dixième anniversaire. Depuis sa fondation, elle a su gagner la confiance des gouvernements de toutes les régions et de toutes les orientations politiques, tout en maintenant une indépendance farouche.

3. Un de ses traits caractéristiques est la Charte des villes jumelées que sont tenues de respecter toutes les villes jumelées sous ses auspices. Le premier principe de cette charte est que le jumelage doit être apolitique: la FMVJ proscriit tout ce qui peut ressembler à de la propagande. Le second principe est que

le jumelage ne peut servir de prétexte à intervention dans les affaires propres aux villes qu'il associe. Le troisième principe est que le jumelage ne peut s'accompagner d'aucune discrimination, ni à l'extérieur ni à l'intérieur des cités. Bien qu'elle n'encourage pas les différences, la Fédération pense que les habitants de toutes les villes du monde ont le droit de communiquer et de se rencontrer quand bien même leurs gouvernements respectifs n'entretiennent pas les meilleures relations possibles. A cet effet, elle a organisé des rassemblements internationaux de jeunes dans des villes d'Espagne, d'Algérie, d'Israël et d'Italie et une réunion doit se tenir en Hongrie en 1967. La FMVJ estime en outre que le jumelage ne doit pas être placé sous le contrôle exclusif d'un groupe quelconque dans les villes visées et elle prend les mesures voulues pour que chaque jumelage comporte un comité de jumelage où sont représentés tous les intérêts de la communauté intéressée. La quatrième principe est d'encourager, dès le début d'un jumelage, l'enseignement d'une deuxième langue — français ou anglais — afin de favoriser l'établissement de contacts personnels entre les citoyens. Le cinquième principe est celui de la solidarité entre les villes jumelées, solidarité qui doit favoriser une meilleure compréhension entre les villes intéressées et donner naissance à un esprit d'entraide à travers le monde. C'est parce qu'il s'est créé une véritable mystique du jumelage que la FMVJ a pu développer ses activités avec succès.

4. La formule de jumelage — coopération entre villes de pays développés et villes de pays en voie de développement, qui est particulière à la FMVJ — a reçu un appui concret de la plupart des villes d'Afrique, elles-mêmes encouragées par leurs administrations nationales, qui voient dans ces activités une forme d'aide plus spontanée et plus désintéressée que celle qu'elles reçoivent parfois dans le cadre de programmes de coopération plus importants. Toutefois, la Fédération a besoin d'une certaine aide financière pour pouvoir continuer à se développer et à fournir aux villes des pays en voie de développement, avec un minimum de frais, l'expérience des problèmes municipaux acquise par des villes plus anciennes, objectif qui répond d'ailleurs parfaitement au vœu exprimé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2058 (XX), en date du 16 décembre 1965, lorsqu'elle demande au Secrétaire général de prendre toutes mesures appropriées pour encourager les jumelages de villes. Cette résolution concerne en outre directement la FMVJ qui est apolitique, exempte de toute discrimination et met particulièrement en valeur le jumelage en tant que moyen de coopération. Aux termes de cette résolution, la FMVJ devrait donc recevoir à la fois un appui moral en voyant reconnaître officiellement son rôle constructif — bien qu'elle ne souhaite nullement monopoliser les activités de jumelage — et un appui matériel.

5. Pour ce qui est de la note du Secrétaire général (E/4309), elle est d'une objectivité louable, mais semble assez restrictive si on la compare aux termes de la résolution 2058 (XX) de l'Assemblée. Au paragraphe 4 de cette note, par exemple, le Secrétaire général propose d'assurer lui-même la coordination des offres et des demandes d'assistance émanant de municipalités. Pourtant, les villes jumelées auraient normalement tendance à adresser de telles demandes à leurs villes-sœurs; en outre, loin d'être statique, la FMVJ encourage effectivement les projets de jumelage-coopération entre villes de pays développés et villes de pays en voie de développement lorsqu'elle estime que le besoin s'en fait sentir. La note du Secrétaire général indique en outre que le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification de l'ONU est hostile à l'aide directe en matière de jumelage de villes et estime qu'il est préférable d'encourager ces activités par une planification nationale ou régionale. En tout état de cause, la FMVJ ne prétend pas se substituer à des plans de développement à grande échelle; ses activités, qui ne dépassent jamais le niveau communautaire, peuvent facilement s'intégrer dans des plans plus importants. Le jumelage des villes encourage directement les relations humaines en ouvrant de nouveaux horizons aux peuples et en faisant disparaître les préjugés raciaux ou égoïstes. A ce propos, le représentant de la FMVJ remarque que, selon le même document, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) voit dans le jumelage des villes un domaine utile de coopération internationale et qu'il est prêt à coopérer avec les organisations non gouvernementales pour développer le rôle du jumelage dans ses programmes.

6. Cela étant, la FMVJ espère que le Conseil adoptera un projet de résolution qui, premièrement, reconnaîtra en elle un instrument de choix pour la mise en œuvre des projets de jumelage; deuxièmement, demandera au PNUD d'apporter une aide financière aux projets de jumelage de villes demandés par les administrations locales intéressées; troisièmement, invitera la FMVJ à assurer la préparation administrative et technique des projets et à contrôler leur exécution et, quatrièmement, recommandera au PNUD de fournir à la FMVJ les moyens nécessaires pour mener à bien les projets susmentionnés. Cette proposition entre parfaitement dans le cadre de la politique d'austérité recommandée par de nombreux Etats Membres, puisqu'elle envisage non que l'Organisation des Nations Unies engage de nouvelles dépenses, mais qu'elle utilise au mieux les ressources existantes.

7. En conclusion, le représentant de la FMVJ demande au Conseil de recommander à l'Assemblée générale de créer un fonds de coopération mondiale intercommunale de 3 millions de dollars qui serait alimenté par les contributions volontaires des Etats, des villes et des institutions philanthropiques.

8. M. ASCHER (Union internationale des villes et pouvoirs locaux) attire l'attention du Conseil sur les renseignements donnés sur l'organisation qu'il représente à l'annexe II de la note du Secrétaire général (E/4309). A la différence de la FMVJ, l'UIV est une fédération des unions nationales d'autorités municipales qui est représentée à l'Organisation depuis 1949. Bien que l'Union elle-même ne s'occupe pas d'or-

ganiser des jumelages, elle aide ses unions nationales à le faire et a à son actif plus de 1 000 jumelages. La note du Secrétaire général mentionne aux paragraphes 4 à 14 un certain nombre d'activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies auxquelles a collaboré l'UIV. De l'avis de M. Ascher, le jumelage des villes ne représente que l'une des nombreuses possibilités de coopération entre les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Aux termes de sa constitution, l'UIV ne peut ni influencer sur les décisions de ses membres, ni participer à un "mouvement politique, philosophique ou religieux, quel qu'il soit" — le mot "politique" étant pris dans le sens de "politique d'un parti".

9. Lorsque la question du jumelage des villes a été examinée au dix-septième congrès de l'UIV qui s'est tenu à Belgrade en 1965, plusieurs groupes nationaux — ceux du Canada, de la Yougoslavie et d'Israël en particulier — ont déclaré souhaiter collaborer à la fois avec l'UIV et la Fédération mondiale des villes jumelées, tandis que d'autres groupes ont déclaré préférer organiser eux-mêmes leurs jumelages sans l'intervention d'organismes non gouvernementaux ou intergouvernementaux. L'expérience acquise en 20 années de collaboration entre les municipalités et l'UIV a convaincu cette organisation que le jumelage produit les meilleurs résultats lorsqu'il s'opère sur une base volontaire.

10. Afin de dissiper tout malentendu éventuel et de jeter les bases d'une coopération efficace, les représentants de l'UIV ont rencontré ceux de la FMVJ en novembre 1966. Il ne leur a pas semblé nécessaire de définir leurs sphères respectives d'intérêts ou de limiter leurs activités et ils se sont mis d'accord pour encourager une coopération plus étroite entre leurs organisations. C'est donc avec plaisir que le représentant de l'UIV a entendu le représentant de la FMVJ déclarer que cette dernière ne cherchait pas à monopoliser les activités de jumelage des villes et qu'elle ne voyait aucune objection à ce que d'autres organisations non gouvernementales organisent de tels projets. Cette déclaration est conforme à l'esprit du communiqué publiée à l'issue de la réunion de novembre 1966. Si le Conseil économique et social décide d'appuyer les projets de jumelage des villes organisés par les organisations non gouvernementales, l'UIV présentera des propositions de jumelage dues à l'initiative de ses membres; les dépenses entraînées par un jumelage dépassant en effet souvent les moyens des villes intéressés. L'UIV continuera d'encourager le jumelage des villes, car c'est là un des nombreux moyens qui permettent d'améliorer l'administration locale.

11. M. MILLONZI (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation partage pleinement les buts et les objectifs visés par le programme de jumelage des villes qui, à son avis, favorise la compréhension entre des populations d'origines géographique et culturelle différentes. De nombreuses villes et municipalités des Etats-Unis qui participent à de tels programmes depuis de nombreuses années s'estiment amplement récompensées par l'occasion qui leur est ainsi offerte de connaître les peuples d'autres pays, d'examiner avec eux des problèmes communs et d'en chercher la solution. Le

principe du jumelage des villes est né du désir naturel de la population d'un pays de mieux connaître la population d'autres pays; c'est là un désir que ressentent tout particulièrement les citoyens américains, dont les ancêtres sont venus de toutes les régions du monde. En principe, les jumelages sont organisés spontanément et fonctionnent, sur une base bilatérale, avec l'aide des municipalités. L'Organisation des Nations Unies se doit donc de continuer à encourager le jumelage des villes, car il constitue un moyen de favoriser la compréhension internationale.

12. Il ressort de la note du Secrétaire général (E/4309) que le programme de jumelage comporte une grande variété de formes d'assistance qui ont pour but d'aider d'une manière ou d'une autre les autorités locales. Cette note indique également les domaines dans lesquels la coopération est possible et utile et ceux dans lesquels l'assistance technique au moyen du jumelage des villes est d'une utilité moins évidente — l'habitation, la construction et la planification par exemple. La délégation des Etats-Unis pense en conséquence que les organisations non

gouvernementales pourraient avoir dans ce domaine une action plus importante que l'Organisation des Nations Unies, même si plusieurs des programmes dont il est question dans le projet de résolution (*ibid*, annexe III) ont déjà été incorporés dans le programme d'assistance technique de l'ONU.

13. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, c'est lorsque le désir de coopérer est spontané et correspond à une volonté des municipalités d'échanger librement des idées sans aucune ingérence que le jumelage des villes est le plus profitable. Les programmes de jumelage seront donc nettement plus efficaces si la responsabilité en est laissée aux organisations non gouvernementales et s'ils sont exécutés sur une base bilatérale plutôt que multilatérale. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies devrait se borner à encourager le jumelage des villes en favorisant l'action entreprise dans ce domaine par les organisations non gouvernementales et en laissant aux villes elles-mêmes le soin de prendre l'initiative nécessaire.

*La séance est levée à 12 h 5.*